

# Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

## La FNEC FP FO reçue au ministère de l'apprentissage et de la formation professionnelle

Une délégation de la FNEC FP FO composée du SNFOAFPA, du SNETAA FO et d'un secrétaire fédéral a été reçue le 6 janvier par le cabinet de Nadine Morano, ministre chargée de l'apprentissage et de la formation professionnelle.

Le représentant du ministre a confirmé que la Formation professionnelle continue de relever de l'Education nationale. Il n'en a pas moins rappelé l'objectif du Président de la République de doublement des contrats d'alternance concurrents de la formation professionnelle publique.

Il a indiqué que Mme Morano a autorisé sur la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du ministère de l'Education nationale, sans toutefois exercer de tutelle. La FNEC FP FO lui a opposé le maintien de toutes les sections de lycée professionnel.

La FNEC FP FO a fait part de ses vives inquiétudes concernant l'avenir de l'AFPA et de ses 9200 salariés dont les emplois sont actuellement en jeu.

Le désengagement de l'Etat qui n'a pas honoré ses engagements au titre du dernier Contrat de progrès et l'avis rendu le 17 décembre par le Conseil constitutionnel, suite à l'interpellation faite par les régions Centre et Poitou-Charentes, confirme que le risque de privatisation que Force Ouvrière dénonce depuis la mise en place du plan stratégique de la nouvelle direction générale est confirmé.

La FNEC FP FO rappelle que le non remplacement systématique des départs décidé en novembre 2009, (2 000 emplois en moins, dont 919 salariés des services de l'orientation transférés à Pôle Emploi et 500 formateurs) met l'AFPA dans l'impossibilité de fonctionner correctement au détriment des stagiaires de la formation professionnelle, des demandeurs d'emploi ou autres.

A cela s'ajoute la récente annonce du président de l'AFPA, de la fermeture des établissements jugés non rentables, qui n'est pas faite pour rassurer le personnel.

Les représentants du cabinet de la ministre n'ont apporté aucunes réponses claires sur les intentions de l'Etat quant à un financement permettant la pérennité de l'AFPA, les exigences de l'Europe en matière d'ouverture à la concurrence ne permettant aucune solution satisfaisante pour les personnels.

Pour la FNEC FP Force Ouvrière, l'Etat doit mettre ses actes en conformité avec ses paroles. La revendication d'un retour à un financement d'Etat, exprimée par Force Ouvrière reste donc de pleine actualité.

Montreuil le 10 janvier 2011